



**ATLANPOLE**  
*Land of innovation*

## **ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE**

Marché public de prestations intellectuelles

\* \* \* \* \*

Formation et accompagnement pour les entreprises ou projets d'entreprises innovantes à  
l'analyse de marché et transfert de compétence

**Accord-cadre** passé sous forme de procédure adaptée application de l'article L2123-1  
du **code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019**

\* \* \* \* \*

## **DOSSIER DE CONSULTATION**

**Valant acte d'engagement, CCTP & CCAP**

\* \* \* \* \*

Personne publique : Syndicat Mixte Atlanpole

Madame la Présidente du Syndicat Mixte

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Payeur régional

\* \* \* \* \*

**Date limite de réception des offres : 24 Novembre 2023**

Référence du marché : MP\_2023\_BIC\_0102

## Règlement de la consultation

### Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Nom	Atlanpole
Adresse	Château de la Chantrerie 95 route de Gachet
Code postal	44307
Localité	Nantes
Téléphone	0240251313

#### 1. Objet du marché

##### a. Description/ objet du marché

Le présent règlement concerne la prestation suivante : « Formation et accompagnement pour les entreprises ou projets d'entreprises innovantes à l'analyse de marché et transfert de compétence ».

##### b. Décomposition de la consultation

Le marché est passé pour un montant maximum annuel par lot, à savoir :

	Intitulé des lots	Montant maximum annuel	Type de d'accord-cadre
<b>Lot 1</b>	Animation d'ateliers collectifs « formation-actions » portant sur l'étude de l'opportunité entrepreneuriale et du Business Model	14 000 € HT	Accord-cadre mono-attributaire
<b>Lot 2</b>	Animation d'ateliers collectifs « formation-actions » l'étude de validité commerciale	15 000 € HT	Accord-cadre mono-attributaire

**Montant maximum global pour la durée totale de l'accord-cadre soit 3 ans : 87 000 € HT.**

Le marché du lot 1 est passé pour un montant total maximum de 42 000 EUR HT sur 3 ans.

Le marché du lot 2 est passé pour un montant total maximum de 45 000 EUR HT sur 3 ans.

Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si le montant maximum n'est pas atteint.

### **c. Type de consultation**

MAPA - Marché à procédure adaptée

La valeur totale du marché est estimée à 87 000 euros HT, ce qui est inférieur au seuil des articles L. 2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique, en conséquence de quoi le marché public doit être passé en procédure adaptée.

## **2. PROCEDURE**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

### **a. Mode de passation**

La procédure de passation est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L2120-1 et L2123-1 du code de la commande publique issu de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.

### **b. Analyse des candidatures :**

Après dépôt des candidatures, toutes les questions liées à la consultation doivent être posées via la plateforme. Aucune réponse ne sera fournie par email et ce afin d'assurer une égalité d'accès à l'information pour tous les candidats.

Avant la mise en œuvre de la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées. Les candidatures seront analysées et les candidats dont les capacités financières, techniques et professionnelles seront jugées insuffisantes seront éliminés, conformément aux dispositions de l'article L2142-1 du Code de la Commande Publique.

Traitement d'une offre anormalement basse :

Le candidat, informé que son offre est susceptible d'être anormalement basse, aura un délai de 3 jours ouvrés pour fournir les justifications qui démontreront le caractère sérieux de son offre. Passé ce délai, en l'absence de réponse, l'offre sera jugée anormalement basse et rejetée.

### **c. Analyse des offres :**

L'analyse des offres se fera selon les critères d'attribution définis ainsi qu'il suit :

**1. Critères techniques : 70%**

**2. Prix : 30%**

**a. Critères techniques de l'offre : 70%**

La valeur technique de l'offre est appréciée sur la base du mémoire technique remis par le candidat et des sous critères suivants :

- 30% : Qualité et nombre de références, notamment références auprès de jeunes entreprises technologiques, expertise dans le domaine, expérience auprès des jeunes entreprises, expérience dans l'accompagnement à l'innovation de rupture.
- 40% : Qualité de la méthodologie de formation : méthode proposée, modalités d'organisation, capacité à mobiliser le même expert sur les différentes sessions, planning prévisionnel pour la réalisation des formations, souci de l'individualisation du suivi, conseil adapté au public cible, règles de déontologie

#### **d. Prix des prestations : 30%**

##### **Méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix**

Le critère prix = (prix le plus bas /prix de l'offre examinée) x 30.

Prix le plus bas = prix de l'offre la moins chère (simulations anormalement basses exclues).

Prix de l'offre examinée = prix de la simulation à évaluer.

30 = correspond à la note maximale pouvant être obtenue (soit 30 points de la note globale)

La note /100 pour le classement des offres sera la somme des notes attribuées aux deux critères : Somme de note attribuée au critère « valeur technique » + note attribuée au critère « prix des prestations ».

##### **Méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Valeur technique**

Un mémoire technique est demandé pour chaque lot aux candidats. Le mémoire devra apporter des réponses détaillées aux sous critères techniques mentionnés et donc permettre leur analyse et leur notation.

Le candidat souhaitant soumissionner plusieurs lots doit produire un mémoire technique unique par lot pour permettre l'analyse de ces lots de façon distincte.

**Il est rappelé que le mémoire technique fourni par le candidat, sans obligation de format, est le document de référence pour le jugement du critère « valeur technique ».**

Le barème de notation par élément de la valeur technique est le suivant :

- Absence d'information : 0 (zéro)
- Information moyennement satisfaisante ou à caractère généraliste : 1 (un)
- Informations détaillées et globalement satisfaisantes : 2 (deux)
- Propositions très détaillées ou apportant une amélioration : 3 (trois)

La note sur 70 sera le cumul des points attribués pour l'ensemble des éléments du mémoire technique selon la formule suivante : note sur 70

La note /100 pour le classement des offres sera la somme des notes attribuées aux deux critères : Somme de note attribuée au critère « valeur technique » + note attribuée au critère « prix des prestations ».

Le prestataire ayant obtenu la meilleure note sera dès lors attributaire du marché.

#### **e. Négociation**

Après examen des offres reçues le pouvoir adjudicateur se réserve le droit :

- De déclarer la consultation sans suite,
- De déclarer la consultation infructueuse à relancer en procédure négociée selon l'article R2124-3.6° du Code de la Commande Publique,
- D'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociation.

Si l'acheteur choisit de négocier, la négociation portera sur tous les éléments de l'offre.

La négociation sera conduite avec les prestataires dont les offres auront été classées aux 2 premiers rangs (hors les offres inappropriées ou anormalement basses). Cet échange pourra avoir lieu après réception de l'intégralité des offres et dans un délai de 15 jours à compter de la réception des offres.

Dans l'hypothèse où seul 1 ou 2 candidats se seraient positionnés, les négociations auront lieu avec ces candidats. Un 3 -ème candidat pourra être retenu en cas de faible écart avec le 2ème.

A l'issue des négociations, un classement final sera effectué après une nouvelle analyse des offres prenant en compte les apports obtenus lors des négociations. Les candidats non retenus à l'issue de la négociation en seront informés par courrier.

### **3. AUTRES RENSEIGNEMENTS**

#### **a. Contenu du dossier de consultation**

**Le dossier de consultation qui vaut acte d'engagement contient les pièces suivantes :**

- Le règlement de la consultation pour les lots (RC)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) (comprenant les modalités de prix du marché à renseigner par le candidat) pour les lots
- Le bordereau de prix
- Le CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services : arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, NOR: ECEM0816423A)

**Les pièces à fournir obligatoirement par les candidats sont les suivantes :**

**Si la soumission porte sur plusieurs lots, les pièces suivantes sont à produire pour chaque lot**

**Pièces de la candidature** tels que prévus à l'article R2143-3 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

- Lettre de candidature (DC1) et Déclaration du candidat (DC2) Ou DUME (document unique de marché européen). Ce document a vocation à se substituer au DC1 et DC2. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) .
- Attestation d'assurance RC professionnelle, en cours de validité
- Copie du jugement en cas de redressement judiciaire
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global des 3 derniers exercices disponibles (DC2).
- Tout document permettant d'apprécier les moyens humains et techniques de l'entreprise (CV, références selon critères techniques définis demandés)
- Références dans le domaine d'opérations similaires sur les 3 dernières années avec attestations indiquant la nature des prestations, les donneurs d'ordre et le montant

Tout candidat peut utilement s'appuyer sur un sous-traitant ou un cotraitant pour atteindre les capacités requises. Dans ce cas, ces derniers doivent être déclarés dès la remise de l'offre, le dossier de candidature comportant tous les éléments relatifs à ces candidatures.

## **Documents relatifs à l'offre**

- L'acte d'engagement valant CCAP et CCTP signé et renseigné
- Le bordereau de prix complété et signé qui sera une pièce contractuelle du marché
- Une présentation courte (mémoire technique) permettant l'analyse des critères techniques et comprenant au moins :
  - Présentation de l'agence et de l'équipe (organigramme)
  - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat
  - Présentation des compétences institutionnelles et techniques (références/créations)

Le mémoire devra apporter des réponses détaillées aux sous critères techniques mentionnés et donc permettre leur analyse et leur notation. Il est rappelé que le mémoire technique fourni par le candidat, sans obligation de format, est le document de référence pour le jugement du critère « valeur technique ».

Ces documents doivent être complétés, datés et signés par la personne ayant qualité pour engager l'entreprise ou par la personne ayant délégation de signature. Dans ce cas, copie de la délégation de signature est fournie.

L'acheteur se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières, cependant en l'absence du mémoire technique, l'offre de l'entreprise sera automatiquement rejetée.

### **b. Modalités de remise des candidatures et des offres**

Les plis contenant les offres sont transmis **UNIQUEMENT** par voie électronique sur le profil acheteur : [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

La création d'un compte est nécessaire pour le téléchargement du DCE.

L'accès aux documents de la consultation est gratuit.

**TOUTE OFFRE REMISE EN VERSION PAPIER SERA DECLAREE IRRÉGULIERE**

### **c. Date limite de réception des offres**

**La date limite de réception des offres est fixée au vendredi 24 novembre 2023 12H, TERME DE RIGUEUR**

Les offres reçues après le délai ne seront pas examinées.

#### 4. Pièces à fournir après attribution du marché

**Le titulaire désigné aura un délai de 5 jours ouvrables pour produire :**

- Une attestation sur l'honneur du dépôt des déclarations fiscales obligatoires
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10 à L1221-12, L3243-1 et R3243-1 du code du travail
- L'un des documents suivants :
  - Un extrait K bis
  - une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers
  - un devis ou document publicitaire ou professionnel comportant le nom ou dénomination sociale, adresse complète, numéro d'immatriculation au RCS ou RM ou à un tableau d'un ordre professionnel ou la référence à l'agrément délivré par l'autorité compétente

**Ces pièces peuvent utilement être remises avec l'offre, dans un but de gain de temps pour la signature du marché.**

Ce délai de 5 jours court à compter de la réception du courrier l'informant qu'il est attributaire du marché. A défaut de satisfaire à ses obligations.

Le candidat placé immédiatement après celui qui n'a pas fourni ces documents sera retenu, sous réserve de production de ces documents dans le délai susvisé.

**Les documents listés ci-dessus sont à fournir tous les 6 mois pendant toute la durée d'exécution du marché.**

#### 5. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

<b>Informations techniques</b> – Florent RIOUT : <a href="mailto:riout@atlanpole.fr">riout@atlanpole.fr</a> Téléphone : 02 51 13 61 56	<b>Informations administratives</b> – Constance GUILLOTIN DE CORSON : <a href="mailto:guillotini-de-corson@atlanpole.fr">guillotini-de-corson@atlanpole.fr</a> Téléphone : 02 49 62 44 25
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Les demandes de renseignements complémentaires s'effectuent par le biais du profil acheteur sur [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

Ces dernières doivent parvenir 06 jours au moins avant la date limite de remise des offres.



## 6. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est celui de Nantes :

Tribunal Administratif de NANTES

6, allée de l'Île-Gloriette CS 24111

44041 Nantes Cedex

Téléphone : 02.40.99.46.00

Télécopie : 02.40.99.46.58

Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

<b>Clauses techniques particulières</b>
-----------------------------------------

### 1. Présentation d'Atlanpole

Atlanpole accompagne les porteurs de projets, dirigeants d'entreprises, chercheurs, PME... dans leur démarche d'innovation.

Incubateur régional soutenu par le ministère de la Recherche et de l'Innovation

Ancré en région Pays de la Loire, Atlanpole propose un accompagnement personnalisé de 6 mois à 5 ans aux startups et PME innovantes, du stade de l'idée jusqu'aux phases de lancement et croissance. Ces entreprises à fort potentiel ont pour la plupart un lien étroit avec la recherche publique.

Atlanpole est également un acteur reconnu pour son offre de services dédiée aux projets et entreprises « deeptech ». Les rôles de Référent Deeptech et Coordinateur French Tech Seed Pays de la Loire lui ont d'ailleurs été attribués.

De nombreux labels ont été délivrés à Atlanpole, gage de la qualité et du professionnalisme de ses activités de soutien à l'innovation et à la création d'entreprises innovantes. Atlanpole est par ailleurs certifié ISO 9001.

Hub d'innovation territorial et pluridisciplinaire

Reconnu par les 480 entreprises de son réseau et conforté par ses actionnaires publics dans son rôle moteur et structurant de l'écosystème nantais et ligérien de l'innovation, Atlanpole travaille à l'émergence et au développement d'activités nouvelles qui créeront les emplois de demain.

Pour cela, le hub Atlanpole opère en réseau avec les pôles de compétitivité du Grand Ouest et favorise le croisement de filières, véritable gisement de nouveaux projets innovants dans les entreprises.

En tant que technopole, Atlanpole anime également ce réseau pluridisciplinaire autour de problématiques, valeurs et enjeux communs liés à sa spécificité intrinsèque : l'innovation.

## **2. Contexte de la consultation**

Les entreprises innovantes et projets d'entreprises accompagnées par Atlanpole sont confrontés aux enjeux clés suivants :

1. Valider l'existence d'une opportunité entrepreneuriale. Cela passe par :
  - La définition des contours d'une offre
  - L'identification d'un marché cible
  - L'identification de la valeur que l'offre définie apporterait sur le marché cible
  - Une pré-étude de la manière dont le marché pourrait être adressé et d'un possible modèle d'affaires
2. Réaliser une étude de validité commerciale :
  - Confronter les hypothèses de valeur promise aux attentes marché
  - Identifier les circuits de décisions au sein des marchés cibles
  - Valider les ordres de grandeurs du modèle économique projeté auprès du marché ciblé.

Les dirigeants sont en effet la plupart du temps issus du milieu scientifique, ou ne disposent pas d'un bagage commercial, ainsi, les aspects marchés et modèle économique sont souvent mal maîtrisés.

Dans ce contexte, nous souhaitons nous focaliser plus particulièrement sur ces deux domaines et apporter à ces porteurs de projets ou dirigeants d'entreprises une aide sous forme de conseil opérationnel et/ou formation-action pour d'une part valider l'existence d'une opportunité entrepreneuriale, et d'autre part se focaliser plus précisément sur la validation des hypothèses auprès d'un ou deux segments de marché ciblés.

## **3. Objet de la consultation**

La présente consultation a pour objet de sélectionner un prestataire capable d'apporter aux dirigeants des entreprises innovantes / porteurs de projets :

### **• LOT 1**

#### **Animation d'ateliers collectifs « formation-actions » portant sur l'étude de l'opportunité entrepreneuriale et du Business Model**

Dans le cadre de nos programmes de pré-incubation nous proposons des ateliers collectifs de 4 à 6 projets avec un ou plusieurs porteurs par projet.

Il est attendu de la part du prestataire :

- Donner les outils nécessaires pour définir un couple produit/marché, en étayant les hypothèses par des enquêtes terrains.
- Des ateliers collectifs pour travailler plus spécifiquement sur la validation de

l'opportunité entrepreneuriale des projets (groupe de 4 à 6 entreprises/porteurs).

- Donner les outils nécessaires pour la réalisation d'un Business Model, en étayant les différentes étapes qui permettent de chiffrer et financer la stratégie de développement des projets.
- Des ateliers collectifs pour travailler plus spécifiquement sur la réalisation d'un Business Model des projets (groupe de 4 à 6 entreprises/porteurs).

La cible concernée est essentiellement celle de projet en amont de la création, jeune entreprise (< 2 ans) – Projet de développement au sein d'une PME existante, principalement dans les domaines des sciences de l'ingénieur, des sciences de la vie, des technologies de l'information et de la communication, du développement durable, des industries culturelles et créatives.

A l'issu des ateliers, chaque porteur devra avoir acquis les méthodes de validation d'une opportunité entrepreneuriale et de réalisation d'un Business Model, et devra, en fonction de la maturité du projet, avoir validé son opportunité entrepreneuriale et pouvoir formaliser un premier modèle économique.

Le prestataire s'attachera à montrer comment sa méthodologie peut s'adapter au cas particulier de chaque projet ou entreprise.

Une attention spécifique sera portée à la capacité du prestataire à proposer une partie de l'atelier en *e-learning* ou *blended learning* afin de concentrer les temps collectifs sur les échanges entre participants. Une proposition de transfert de compétences serait appréciée. Ces trois exigences (animation, *e-learning* et transfert de compétences) doivent être dissociables en fonction de la typologie de l'atelier.

- **LOT 2**

**Animation d'ateliers collectifs et individuels « formations-actions » portant sur l'étude de validité commerciale**

Dans le cadre d'un atelier collectif regroupant entre quatre et six entreprises, il est attendu de la part du prestataire :

- Des ateliers collectifs pour travailler plus spécifiquement sur la validation d'un ou plusieurs marchés cibles (groupe de 4 à 6 entreprises/porteurs).
- Des coachings individuels complémentaires sur le sujet en cas de besoin spécifique

La cible concernée est essentiellement celle d'entreprise en phase de développement d'offre, avec un horizon de commercialisation relativement court principalement dans les domaines des sciences de l'ingénieur, des sciences de la vie, des technologies de l'information et de la communication, du développement durable, des industries culturelles et créatives.

A l'issu de cet atelier, chaque entreprise devra avoir déterminé un positionnement d'offre et un marché cible, et étayé ce positionnement par une démarche terrain. En fonction de la maturité des entreprises, l'atelier pourra en outre permettre de préparer un plan d'actions marketing/commercial.

Le prestataire s'attachera à montrer comment sa méthodologie peut s'adapter au cas particulier de chaque projet ou entreprise.

Une attention spécifique sera portée à la capacité du prestataire à proposer une partie de l'atelier en e-learning ou blended learning afin de concentrer les temps collectifs sur les échanges entre participants. Une proposition de transfert de compétences serait appréciée.

#### **4. Prestations demandées :**

Dans ce cadre, le titulaire assure, pour chacun des lots, les prestations suivantes :

- **Conseil opérationnel individuel** : à la demande et en fonction des situations et cas d'entreprise rencontrés, il pourra être proposé des appuis opérationnels aux dirigeants dans le domaine concerné. Ces missions seront sur des formats adaptés à chaque cas de figure. L'approche très opérationnelle et l'expérience professionnelle du consultant seront particulièrement appréciées dans ce registre.
- **Ateliers collectifs** : pour un petit groupe de dirigeants (4 à 8 personnes, fonction des ateliers), acquérir ou perfectionner les dirigeants dans leurs pratiques pour répondre à l'enjeu clé concerné. Une approche très opérationnelle est particulièrement recherchée.

## **1. Forme et nature de l'accord cadre**

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre avec maximum passé en application de l'article R2162-10 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

L'accord cadre est mono-attributaire et alloti.

Atlanpole se réserve toutefois le droit de faire appel à un autre prestataire en cas d'indisponibilité sur les dates demandées ou encore en fonction de spécificité propre aux projets accompagnées (secteur d'activité, nature de la Pl...)

Les prestations sont réparties en 2 lots et le présent CCAP s'applique aux deux lots.

- LOT 1 : Etude de l'opportunité entrepreneuriale et du Business Model
- LOT 2 : Etude de validité commerciale

## **2. Durée de l'accord-cadre**

### **2.1 Durée initiale**

La durée initiale du marché est d'une année à compter de sa notification (la notification correspond à la date à laquelle le titulaire du marché reçoit et prend connaissance du contrat signé des deux parties).

### **2.2 Durée totale**

Il pourra être renouvelé tacitement par période de 1 an sans que la durée totale, reconduction comprise, ne puisse excéder 3 ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Toutefois, Atlanpole peut prendre par écrit la décision de ne pas reconduire le marché au plus tard 30 jours avant la date d'expiration de la période en cours.

### **2.3 Indisponibilité du prestataire**

En cas d'indisponibilité temporaire du prestataire, Atlanpole se réserve la possibilité de confier la réalisation d'une ou plusieurs sessions d'ateliers collectifs à un autre prestataire dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

### 3. Résiliation

Le marché pourra être résilié de plein droit, en particulier lors de retards ou dysfonctionnements répétés et non justifiés sur les prestations demandées ou en cas de désaccords répétés.

En outre, Atlanpole pourra résilier le marché à tout moment avec un préavis de 1 mois, sans indemnité, par décision avec date d'effet (envoyée en recommandé avec accusé de réception), si les prestations réelles s'avéraient différentes des prestations annoncées dans l'acte d'engagement et ses annexes.

### 4. Fixation des seuils

N° DU LOT	MONTANT ESTIME ANNUEL € HT	Type d'accord cadre
Lot 1	14 000 €	Accord-Cadre mono-attributaire
Lot 2	15 000 €	Accord-Cadre mono-attributaire

Le montant des seuils est fixé pour un an. Le volume des prestations annuel dépend de l'activité d'Atlanpole. Néanmoins, il est entendu que le montant maximum pourra être revu en fonction des besoins ponctuels et provisions budgétaires afférentes pour les années suivantes.

Montant maximum global pour la durée totale de l'accord-cadre soit 3 ans : 87 000 €HT

### 5. Modalités de Prix

#### 5.1. Conditions générales de l'offre de prix

Un coût forfaitaire à la demi-journée d'intervention devra être proposé dans le bordereau de prix joint en annexe du DCE. Il comprendra les frais de déplacement pour un périmètre s'exerçant sur l'agglomération étendue de Nantes/Saint-Nazaire. Aucun autre frais ne pourra être ajouté (frais de reprographie etc...). Les prix forfaitaires d'intervention à la demi-journée sont fixés dans l'accord-cadre.

<b>Lot 1</b>	<b>Animation d'ateliers collectifs « formations-actions » portant sur l'étude de l'opportunité entrepreneuriale et du Business Model</b>	
	Formation collective	Montant forfaitaire € HT à la demi-journée
	Formation individuelle	Montant forfaitaire € HT à la demi-journée
<b>Lot 2</b>	<b>Animation d'ateliers collectifs et individuels « formations-actions » portant sur l'étude de validité commerciale</b>	
	Formation collective	Montant forfaitaire € HT à la demi-journée
	Formation individuelle	Montant forfaitaire € HT à la demi-journée

## **5.2. Révision des prix**

Les prix du marché sont fermes et forfaitaires la première année, révisables, le cas échéant, à la date anniversaire du marché uniquement selon négociation entre titulaire et Atlanpole.

## **6. Confidentialité**

Quel que soit le type de prestations concernées, le titulaire, son représentant et les exécutants de la prestation s'engagent à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation.

Le titulaire s'engage à ce que tous les renseignements commerciaux, juridiques, financiers, comptables, personnels, logistiques ou autre concernant les locaux, les activités et le personnel du pouvoir adjudicateur dont il pourrait avoir connaissance, où qui lui seraient communiqués dans le cadre de l'exécution du présent marché, soient considérés comme confidentiels.

Le titulaire s'engage pour ses salariés à ne pas communiquer à quiconque, sous quelque forme que ce soit les renseignements recueillis.

## **7. Les pièces du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement
- Le bordereau de prix
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.
- Le CCAG : arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
- L'offre technique du titulaire

## **8. Modalités de Paiements**

### **8.1. Facturation**

Voici les modalités de facturation demandées :

- 1- Envoi d'un email par Atlanpole à chaque nouvelle commande auprès du titulaire, avec mention de la date souhaitée
- 2- Présentation d'un devis à Atlanpole avec mentions obligatoires du numéro de marché à adresser à Florent RIOUT ([riout@atlanpole.fr](mailto:riout@atlanpole.fr)) et Constance GUILLOTIN DE CORSON ([guillotin-de-corson@atlanpole.fr](mailto:guillotin-de-corson@atlanpole.fr))
- 3- Validation par un chargé de mission et le responsable financier
- 4- Signature du devis (qui vaut pour bon de commande),
- 5- Facturation avec mention obligatoire du numéro de marché / MP\_2023\_BIC\_0102
- 6- Envoi de toutes les factures à Rachelle Jouet ([jouet@atlanpole.fr](mailto:jouet@atlanpole.fr)) ou dépôt directement sur chorus pro - 02.40.25.14.49

Le versement au titulaire du marché sera fait à l'issue de la prestation, après contrôle de service réalisé par le chargé de mission d'Atlanpole en charge de l'accompagnement et du porteur de projet / chef d'entreprise concerné.

L'intervenant devra signer les feuilles de présence avec la date d'intervention mises à disposition par Atlanpole lors des prestations. Les feuilles de présence sont un livrable prouvant la réalisation de la prestation permettant de procéder à la mise en paiement de la facture d'acompte et de solde, suivant les modalités prévues à l'article 8.2.

### **8.2. Délais de paiement**

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Le délai de paiement est de TRENTE (30) jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'admission des prestations si elle est postérieure. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité l'application d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le paiement est réalisé par Atlanpole par mandat administratif, à 30 jours après réception de des factures suivant les modalités et l'échelonnement suivant :

- Le versement d'un acompte de 50%, lors de la réception du devis ;
- Le versement d'un solde de 50%, correspondant à la fin de la prestation.



## 9. RGPD

Les informations recueillies concernant le(s) titulaire(s) du marché font l'objet d'un traitement destiné à ATLANPOLE uniquement. La durée de conservation des données est égale à la durée du marché. Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement de celles-ci ou une limitation du traitement. Le titulaire peut s'opposer au traitement des données le concernant et dispose du droit de retirer son consentement à tout moment.

Le titulaire a la possibilité d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle [info.contact@cil.cnrs.fr](mailto:info.contact@cil.cnrs.fr).

Le 25 mai 2018, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des données » - RGPD) est entré en application.

Ce règlement, à l'instar de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, est applicable aux contrats de la commande publique dès lors que ces derniers comprennent une prestation mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel.

Constitue une donnée à caractère personnel (article 4.1 du RGPD) « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (dénommée dans le RGPD « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ».

Un traitement est, quant à lui, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction» (article 4.2 du RGPD).

## **9. 1. Engagement d'Atlanpole**

Les informations recueillies concernant le(s) titulaire(s) du marché font l'objet d'un traitement destiné à ATLANPOLE uniquement. La durée de conservation des données est égale à la durée du marché. Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement de celles-ci ou une limitation du traitement. Le titulaire peut s'opposer au traitement des données le concernant et dispose du droit de retirer son consentement à tout moment. Le titulaire a la possibilité d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle [info.contact@cil.cnrs.fr](mailto:info.contact@cil.cnrs.fr).

## **9.2. Engagement du titulaire**

Le titulaire conclut avec Atlanpole le marché cité ci-dessus impliquant le Traitement des Données à caractère personnel d'Atlanpole et des entreprises participant aux ateliers collectifs.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à des données à caractère personnel.

A ce titre, il s'engage notamment à respecter le Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles « Règlement Général sur la Protection des Données - RGPD » en application depuis le 25 mai 2018.

En particulier, il s'engage à :

- Ne pas utiliser les données auxquelles il a accès à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces données à des personnes non autorisées à en connaître ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle de ces données ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données.

En fin de marché, restituer intégralement les fichiers manuels ou informatisés stockant ces données selon les modalités prévues au présent marché ou à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant ces données.

## **1. Différends et litiges**

En cas de litige résultant des clauses du présent marché, le tribunal compétent est celui dont relève le pouvoir adjudicateur.

## **2. Compte à créditer**

Joindre un RIB.

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement,

Signature et cachet du titulaire	Signature et cachet d'Atlanpole
	Fait à Nantes
	Le